

Introduction

Renaud de La Brosse

*Maître de conférences
à l'Université de Reims
Champagne-Ardenne.
renaud.delabrosse@wanadoo.fr*

À l'aube du XXI^e siècle, la presse francophone d'Afrique fait certes face à un certain nombre de permanences – on pense en particulier à un environnement qui reste globalement peu propice à son épanouissement, qu'il s'agisse de facteurs économiques, politiques, sociaux ou culturels – mais connaît aussi des ruptures. Rupture ou allègement du lien de sujétion à l'endroit des autorités politiques ; rupture avec une situation passée de prédominance, pour ne pas dire de suprématie, des médias d'État ; rupture du monopole sur les ondes et, bientôt, de celui sur les images ; rupture technologique enfin, avec l'appropriation en cours des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) par les professionnels africains...

Autant de changements qui ont conduit à l'élaboration de ce numéro spécial des *Cahiers du Journalisme* consacré à l'Afrique subsaharienne, avec un éclairage particulier sur l'aire francophone qui, partant de plus loin que l'aire anglophone (et notamment de géants médiatiques comme le Nigéria, l'Afrique du Sud ou encore le Kenya), est peut-être celle qui a le plus changé au cours de la décennie écoulée. La démarche commune à l'ensemble des auteurs ayant participé à la réalisation de ce numéro spécial aura été de tenter de faire un bilan, après 10 ans de démocratisation et de bouleversements politiques et institutionnels, de la situation de la liberté de la presse sur le continent, des conditions d'exercice du métier de journaliste, des menaces et des obstacles qui continuent, telle une épée de Damoclès, à peser sur les médias. En même temps, nous avons

eu pour souci de faire ressortir les nouveautés avec l'introduction des NTIC notamment – dont l'Internet constitue la pièce essentielle – et les enjeux subséquents à venir, avec le défi de la nécessaire démocratisation de leur accès au plus grand nombre pour couper court au risque réel de fracture numérique entre ceux qui seront connectés et ceux qui ne le seront pas.

Ce numéro spécial se veut donc également prospectif en montrant ce qui peut être amené à changer dans l'exercice du métier de journaliste, et ce qui ne changera pas ou pas tout de suite. Le cheminement choisi ne prétend aucunement à une quelconque exhaustivité – les situations nationales, quoique pouvant présenter des similitudes, ayant en effet chacune leur spécificité propre qui s'explique par une histoire unique – mais, au travers d'une succession d'éclairages, de faire ressortir les tendances lourdes, de présenter les défis d'aujourd'hui et de demain, de poser les conditions nécessaires à la pérennisation des nouvelles entreprises de presse apparues en Afrique subsaharienne, presse écrite, radio et télévision confondues.

Le lecteur notera également que les regards portés sur toutes ces évolutions sont riches de différences, qui s'expliquent tant par l'origine géographique que par l'origine professionnelle des auteurs. Le fait que la majorité des contributeurs soient originaires du continent noir ne relève pas d'un hasard mais d'un choix éditorial en soi, qui repose sur la double volonté de donner la parole aux principaux intéressés et, dans un contexte d'extrêmes difficultés pour l'édition africaine et pour les auteurs africains à "percer" au-delà des frontières nationales, de les faire (re)connaître aux chercheurs et aux professionnels du Nord. Regards riches aussi de par les profils variés de l'ensemble des auteurs : qu'il s'agisse de journalistes de la presse écrite, de la radio ou d'agence de presse (c'est-à-dire d'acteurs directs), d'observateurs privilégiés des médias du continent (c'est-à-dire de chercheurs) ou encore d'instigateurs des changements récents (c'est-à-dire de pionniers agissants du pluralisme naissant). Cette diversité se retrouvera dans les points de vue, les idées et les analyses exprimées et pouvant parfois porter sur un même thème : que le lecteur se rassure, ce qui pourra peut-être apparaître à certains comme redondant n'est rien d'autre que le souhait d'élargir le spectre des perceptions que l'on peut avoir d'un même phénomène.

État des lieux du nouveau pluralisme et de ses limites

Un habitué des scènes de rues africaines qui, après une absence prolongée de 10 ans, remettrait aujourd'hui les pieds dans les capitales de la zone francophone du continent noir ne manquerait pas d'être frappé par l'étalage imposant de kiosques débordant de journaux, là où il n'y a pas si longtemps encore, seul l'organe de l'État et/ou du Parti unique au pouvoir était disponible et ce, presque toujours sur abonnement... Aujourd'hui, la cohorte de vendeurs à la criée, proposant pêle-mêle cigarettes, pâtes à mâcher et journaux, fait partie des images d'Épinal des sociétés africaines modernes. Comme du reste la multiplication des antennes paraboliques – qui ont envahi les toits de Dakar, Niamey, Abidjan, Tananarive et de tant d'autres capitales – ou celle des longues antennes des stations de radios créées ces dernières années par des promoteurs privés, dont les programmes musicaux et politiques rythment littéralement la vie des centres urbains, relayés par des milliers de postes portatifs trônant dans les boutiques, les gargotes, les salons de coiffure, les marchés et autres lieux de sociabilité qui font le charme suranné des cités subsahariennes.

On l'aura compris, la situation actuelle se caractérise désormais par un pluralisme médiatique nouveau. En l'espace d'une dizaine d'années, ce sont en effet plusieurs milliers de nouvelles publications qui ont été créées (dont un grand nombre a depuis lors disparu, comme dans un mouvement de sélection naturelle) mettant en cela un terme au monisme idéologique et médiatique des années post-indépendances.

C'est qu'à l'époque, comme le rappelle Gaoussou Drabo, directeur de l'Agence malienne de presse et de publicité et ancien directeur de *L'Essor*, les régimes autoritaires, convaincus que quiconque maîtrisait l'information tenait les foules, avaient empêché l'expression de toute voix discordante en faisant des journalistes leurs zélés serviteurs. Cette naissance ou renaissance d'une presse indépendante pratiquant un langage nouveau, et détonnant en cela avec la presse étatique, a parfois précédé et presque toujours accompagné la vague de contestation politique qui gagne tout le continent au début des années 1990. La libéralisation médiatique, indissociable de la démocratisation politique, va avoir ceci de positif qu'elle apporte aux lecteurs et auditeurs une information plus riche, des analyses et des commentaires contradictoires : petit à petit, les citoyens, longtemps privés du droit à la parole, commencent à s'exprimer publiquement, se font leur propre opinion et la confrontent à celles des autres. Ce nouveau paysage médiatique émergent, prévient Gaoussou Drabo, n'est cependant pas exempt d'ambivalence dans la mesure où, s'il

existe bien chez certains professionnels un souci d'offrir une information critique et de favoriser une communication de proximité, chez d'autres, peu scrupuleux du respect des règles déontologiques, la pratique d'un journalisme "rémunéré" conduit malheureusement à héberger le plus offrant... Ces pratiques sont certes condamnables, mais il faut s'attacher au contexte qui les génère pour les comprendre et les combattre.

Or cet environnement, comme le démontre l'universitaire belge Marie-Soleil Frère, reste extrêmement précaire, fait d'écueils et de difficultés... qui paraîtraient sans doute insurmontables à un journaliste occidental immergé dans un contexte africain ! Outre les handicaps qui tiennent aux entreprises de presse elles-mêmes (gestion opaque et hasardeuse, coûts élevés, salaires trop bas et parfois inexistantes..., équipements insuffisants, absence de spécialisation, etc.), c'est dans les contextes économique, sociologique et politique dans lesquels les médias évoluent qu'il faut chercher les principaux obstacles à leur indépendance et donc à la liberté de la presse. Le marché de la publicité, de par son étroitesse, est par exemple loin de suffire à alimenter presse écrite et radios en annonces générant une trésorerie pourtant indispensable à leur survie. L'économie des pays concernés reste en effet fragile et la demande insuffisante pour relancer une consommation réservée à quelques privilégiés ; facteur aggravant, les quelques rares publicités passées le sont encore trop souvent dans les médias d'État, les médias privés sentant trop le souffre au goût d'annonceurs avant tout soucieux de préserver leur neutralité. La seconde source de recettes éventuelles pour la presse, c'est-à-dire les ventes au numéro, a elle aussi tendance à se tarir en raison du faible pouvoir d'achat des consommateurs potentiels – surtout depuis la dévaluation de 50% du franc CFA intervenue en janvier 1994, laquelle s'est traduite par une hausse importante des coûts de fabrication des journaux notamment et donc par celle du prix de vente au numéro. Pour le lecteur de base, le dilemme est grand, tiraillé qu'il est entre le désir d'accéder à l'information et celui de ne pas se priver d'un repas... À ces limites, il faut ajouter des taux élevés d'analphabétisme défavorables à la presse écrite, même si, c'est vrai, le phénomène de la lecture collective des journaux vient atténuer un handicap que ne connaissent pas les nouvelles stations de radio.

Par ailleurs, les réflexes autoritaires de certains pouvoirs – pratiquant la rétention d'information, usant et abusant de la censure, voire parfois de la violence physique à l'encontre des journalistes – laissent entrevoir, comme le suggère Marie-Soleil Frère, les progrès qui restent encore à accomplir en matière de pluralisme médiatique. Ce pluralisme reste donc un combat de tous les instants, sa construction étant loin d'être achevée

et ses fondations demeurant inégalement réparties selon les pays. Ce constat, que dressent certaines organisations non gouvernementales spécialisées dans le lobbying en faveur d'une plus grande variété et d'une plus grande liberté de l'information en Afrique subsaharienne, est repris par exemple par Mouhamadou Tidiane Kassé et Diana Senghor – respectivement responsable des publications et directrice de l'Institut Panos Afrique de l'Ouest. Basé à Dakar, cet institut a lancé au début des années 1990 un programme d'action pour le « Pluralisme de l'information », qui s'efforce depuis lors de conforter l'assise encore fragile de la presse naissante et d'initier une dynamique régionale pour élargir le pluralisme émergent. À l'action de lobbying en faveur de l'adoption d'un cadre juridique plus libéral pour la presse écrite, en organisant par exemple des « Journées de l'information et de la communication » au Mali ou au Niger, succède bientôt un autre chantier, consistant celui-là à aider cette dernière à surmonter la dévaluation de janvier 1994 et ses effets négatifs, en œuvrant notamment à la création d'une centrale d'achat régionale de papier qui regrouperait les éditeurs intéressés. Après l'investissement en faveur du pluralisme de la presse écrite, chronologiquement premier secteur à s'être libéralisé, c'est la bataille pour la libéralisation des ondes dans laquelle se lance le « Programme pour le pluralisme de l'information » à partir du milieu des années 1990, en particulier au Mali et au Burkina Faso, pays pionniers en la matière et où l'action de l'Institut Panos n'aura pas peu contribué à l'apparition de plus d'une centaine de stations privées associatives, commerciales ou communautaires. Ainsi que le soulignent Tidiane Kassé et Diana Senghor, beaucoup reste à faire à l'heure où certains secteurs, comme celui des agences de presse, demeurent imperméables au pluralisme et où de nouveaux espaces médiatiques ouverts par les NTIC réservent de nombreux défis aux entreprises de presse.

Si les chantiers du pluralisme ont bien avancé en Afrique de l'Ouest, tel n'est pas encore le cas en Afrique centrale qui, avec 10 ans de retard, est à son tour concernée par un pluralisme radiophonique balbutiant. Région touchée par de graves crises – ne parle-t-on pas de « Première Guerre mondiale » à l'échelle africaine à propos des conflits en cours dans la zone des Grands Lacs ? – l'Afrique centrale a plus que jamais besoin de radios de proximité pouvant contribuer à appuyer et à multiplier les processus de démocratisation. C'est la conviction de Pascal Berqué, de l'Institut Panos Paris, qui a initié récemment un programme d'actions « Droits et renforcements institutionnels des médias », dont l'objectif central vise à développer le pluralisme des médias pour faire émerger une information plurielle – indispensable à la démocratisation

et au respect des droits de l'Homme. Selon ce dernier, tout reste en effet à entreprendre, tant au niveau des textes réglementaires encadrant la libéralisation des ondes qu'au niveau de la viabilité économique des radios pionnières, dont certaines commencent peu à peu à s'organiser, comme en témoignent la signature en mars 2001, par 27 d'entre elles, d'une Charte des radios associatives et communautaires de l'Afrique centrale, ou encore la création d'un Groupement des radios associatives et communautaires.

Des situations nationales disparates et pourtant si semblables

On y verra peut-être un paradoxe, mais c'est un fait que, partout, à de rares exceptions près, le développement de la presse privée a connu un scénario identique – le succès ou l'échec de son enracinement étant quant à lui le fruit d'une histoire politique, économique et sociale singulière. C'est ce que tendent à démontrer trois études de cas portant : sur le Bénin, pionnier du mouvement de libéralisation politique et médiatique ayant d'ores et déjà connu plusieurs alternances pacifiques du pouvoir ces dernières années ; sur le Cameroun, État toujours dominé par l'ancien parti unique en dépit d'une opposition virulente au Président Paul Biya ; et sur le Rwanda, petit pays de la région des Grands Lacs ayant successivement connu une guerre civile, un génocide, puis une ferme reprise en main du pouvoir par un gouvernement issu de la guérilla tutsi victorieuse...

Le journaliste et chercheur béninois Charles Moumouni s'est intéressé à la réglementation de la presse au Bénin, montrant à travers l'évolution politique du pays – marquée par une période de coups d'État de 1960 à 1972, puis par celle du marxisme-léninisme qui prend fin à l'avènement d'institutions politiques libérales en 1990 – que celle-ci est passée de la liberté refusée à la liberté surveillée pour, un jour peut-être, accéder au stade de la « surveillance libre »... Partant d'une analyse des pratiques journalistiques actuelles au regard de la réglementation en vigueur au Bénin, Charles Moumouni montre en effet que les textes sont demeurés très dirigistes et étatistes, contre l'avis d'organisations professionnelles plaidant au contraire pour une autorégulation de la profession de journaliste, à l'image de ce qui se fait par exemple aux États-Unis et au Canada.

Rédacteur en chef de Radio Reine, une station privée camerounaise, Valentin Siméon Zinga explique pour sa part que, dans son pays, la liberté de la presse n'a pas véritablement trouvé sa pleine expression. Si durant

ce qu'il qualifie « d'années de braise » – marquées par les revendications démocratiques de toutes sortes – les journaux indépendants étaient soumis à la censure administrative préalable et si les fonctionnaires de l'Administration décidaient en dernier ressort de ce que devaient lire les citoyens, les obstacles politiques, sans avoir complètement disparu, ont depuis lors laissé place à d'autres formes plus pernicieuses de censure. Depuis 1996, l'état politique s'est desserré quand, parallèlement, les contraintes propres à l'environnement économique apparaissaient de plus en plus préoccupantes (dévaluation du franc CFA oblige) au point de se révéler comme les handicaps les plus sérieux à l'épanouissement de la liberté de la presse. Dans un tel contexte, il n'est pas rare de voir certaines des publications les plus récentes servir, par désœuvrement, des intérêts particuliers dans la perspective de batailles politiciennes (à la veille de remaniements ministériels pressentis, de campagnes électorales, etc.). Comme il est devenu fréquent, parmi les vétérans des « années de braise » (dont certains n'ont pas toujours les moyens d'assurer leur survie), de se lier les mains et la plume en acceptant les publicités de quelques grands groupes et, par conséquent, en renonçant à publier des informations susceptibles de contrarier ou de porter atteinte à leurs intérêts...

Journaliste indépendant, Hervé Deguine retrace quant à lui le cheminement chaotique des médias rwandais depuis ces 10 dernières années, qu'il qualifie de « décennie perdue ». Car la presse rwandaise a connu une évolution dramatique tenant au blocage du processus de démocratisation du régime du Président Habyarimana au moment où éclate, en octobre 1990, l'offensive armée menée par la rébellion tutsi. La situation politique nouvelle qui prévaut alors, affirme-t-il, va avoir deux conséquences désastreuses sur le développement des médias au Rwanda. D'un côté, les journaux d'opposition vont faire l'objet de mesures répressives très sévères, justifiées au nom de la défense nationale. D'un autre côté, le pouvoir en place, se sentant menacé, va directement ou indirectement être à l'origine de la création de médias de propagande qui, à l'image de la Radio-Télévision Libre des Mille Collines (RTL) et de Kangura, vont sombrer dans l'extrémisme idéologique anti-tutsi qui conduira à la mort de près d'un million de Rwandais durant le génocide de 1994. Est-il envisageable de reconstruire la presse rwandaise sur les ruines du génocide ? À cette interrogation, Hervé Deguine répond par la négative, tant le pays est dévasté, privé d'une population de journalistes qui a elle-même été physiquement décimée ou qui est partie en exil, et dépourvu des infrastructures matérielles de bases – les sièges des publications ayant été pillés et détruits dans leur totalité. Ce bilan accablant

d'une presse condamnée à se reconstruire à partir de rien ou de pas grand chose, dans un contexte qualifié d'univers d'oppression et de censure, fait dire à l'auteur que rien ne changera véritablement tant que les droits de l'Homme ne seront pas respectés par les nouvelles autorités et que les libertés les plus élémentaires ne seront pas reconnues aux citoyens rwandais, indistinctement de leur ethnie d'origine...

La presse satirique, exemple de créativité et de vitalité de la presse indépendante

Le succès considérable des publications satiriques auprès du lectorat africain tient sans doute au fait qu'elles "arrosent" tout le monde, à la manière de leur modèle parisien, *Le Canard Enchaîné*... Aucun camp n'étant épargné, c'est en effet un éventail extrêmement large de lecteurs, qu'ils penchent du côté du pouvoir en place ou du côté de l'opposition, qui ont désormais tout le loisir de se gausser de leurs "adversaires" au travers des caricatures et autres contrepèteries dont le personnel politique africain est tout naturellement la victime désignée.

Cette nouvelle presse est très bien croquée par le journaliste camerounais Eyoum Nganguè qui, au-delà de la "nouveau" constituée par le recours aux dessins humoristiques et satiriques, explique son grand succès par le fait qu'elle colle aux réalités culturelles de ces sociétés : en l'occurrence, on n'a pas affaire à de simples pastiches de leur aîné français, mais à des versions authentiquement africaines. Si ces journaux aux noms évocateurs de *Cafard Libéré*, *Moustique Déchaîné* et autre *Cigale Muselée* marchent si bien, cela tient avant tout au fait qu'ils s'expriment dans la langue populaire qui est celle des lecteurs, à la différence du reste de la presse, plus hermétique. Certaines rubriques sont d'ailleurs intentionnellement rédigées dans la langue de la rue, prenant de considérables libertés avec les règles syntaxiques du français... La force de cette presse est aussi d'être à l'écoute des expressions nouvelles inventées par la population, qu'elle reprend et contribue de la sorte à ancrer dans le parler courant. L'inventivité de quelques dessinateurs de génie, créant de toutes pièces des personnages devenus des anti-héros populaires et affublant de sobriquets comiques – qui font toujours mouche – les hommes politiques de la place, a créé des besoins de lecture nouveaux. Parce qu'elle serait à la fois plus souple sur le plan de la forme et susceptible de plus de flexibilité par rapport aux canons occidentaux dominants, Eyoum Nganguè défend l'hypothèse que la presse satirique, qui s'exprime à la façon de son lectorat, serait finalement la mieux à même de favoriser la diffusion d'une conception plus citoyenne de la république et celle dont

l'avenir serait le plus assuré.

La contribution de Souleymane Diallo n'en est pas moins captivante dans la mesure où, directeur et fondateur du journal *Le Lynx*, il témoigne des conditions souvent difficiles, et parfois épiques, dans lesquelles a été lancé son "bébé". Car la Guinée a un passé on ne peut plus sinistre en matière de liberté d'expression – sous Sékou Touré, la critique conduisait tout droit au cachot, sans garantie d'en sortir un jour debout ! – et ce à un point tel que les Guinéens perdront progressivement l'habitude de lire. C'est donc dans un paysage médiatique quasi inexistant que paraît pour la première fois *Le Lynx* le 7 février 1992, peu après l'adoption d'une loi relative à la liberté de la presse. Le choix de Souleymane Diallo de lancer un journal satirique de préférence à un journal d'informations générales repose sur la conviction, fondée en partie sur une étude de marché réalisée dans la rue, que seuls le rire et l'humour étaient capables de faire bouger des mentalités figées par 34 années de dictature. Très tôt, l'hebdomadaire, constitué d'un noyau dur de journalistes rentrés de leur exil forcé à Abidjan, donne le ton en faisant figurer à sa Une une déclaration du Général Président Lansana Conté : « Je n'ai pas peur des critiques »... Le succès est immédiat et les ventes décollent, mais s'accompagne bientôt des premières plaintes déposées à l'encontre du nouvel impertinent, conduisant plusieurs fois Souleymane Diallo au tribunal et, aussi, à la maison d'arrêt de Conakry. C'est dans un de ces moments difficiles, à l'occasion d'une mise en détention préventive pour « offense au chef de l'État » en septembre 1995, que le fondateur du *Lynx* va pouvoir mesurer le chemin parcouru et le capital de sympathie qu'a su accumuler le journal : dans un élan de solidarité peu commun, les lecteurs guinéens se cotiseront en effet pour réunir la caution de 2 500 dollars nécessaire à sa libération.

Journaliste, une profession en mal de statut...

Avant la démocratisation amorcée il y a 10 ans, il n'y avait, dans l'écrasante majorité des États africains, de journalistes que fonctionnaires. C'est avec la libéralisation du politique qu'est apparue une presse privée extrêmement hétéroclite de par les personnes qui l'animent : anciens journalistes du service public passé au privé, jeunes diplômés, chômeurs, enseignants, syndicalistes, etc. Cette dernière s'est en effet constituée non pas sur des bases professionnelles, mais sur la volonté farouche de quelques-uns d'exercer un droit de parole qui leur était jusque-là refusé... C'est dire que, encore aujourd'hui, on a du mal à parler du journalisme en tant que profession – celui-ci demeurant davantage

une “activité”, au sens d’occupation, qu’un travail rémunéré sur la base de qualifications spécifiques – pouvant donner lieu à l’attribution d’une carte professionnelle, et de conditions d’exercice fixées dans le cadre de conventions collectives.

Les praticiens considèrent-ils dès lors plus le journalisme comme un “sas” vers autre chose, voire comme un tremplin politique, que comme un métier à proprement parler ? C’est la question que pose Diégou Bailly, directeur du quotidien ivoirien *Le Jour*, en cherchant des éléments d’explication dans les conditions d’émergence des médias en Afrique. Ce sont les conceptions du rôle des médias qui prévalent au lendemain des indépendances (où la presse devait servir le développement et la construction nationale), mais aussi au début des années 1990 (où la presse est conçue par les opposants et par les pouvoirs en place comme une arme de combat) qui seraient la source des maux frappant aujourd’hui la profession. L’information en a beaucoup pâti, l’important étant alors de faire passer des messages à l’opinion publique, au besoin en prenant des libertés avec les faits – ouvrant la porte à toutes les dérives. Cet état de fait, explique Diégou Bailly, a eu des conséquences désastreuses sur l’image du métier et sur la promotion sociale des journalistes. Aussi l’enjeu actuel réside-t-il dans la nécessité de faire du journalisme une profession “normalisée”, permettant à celui qui la pratique de réussir professionnellement autrement qu’en se montrant servile ou partisan... Pour cela, la seule solution consisterait à mettre en avant la valeur économique de l’information : ceci permettrait la naissance d’entreprises de presse enfin rentables, assurerait une contrepartie financière décente à l’exercice de cette activité, améliorerait la qualité de l’information et atténuerait du même coup les pratiques de corruption chez les journalistes.

Rédacteur en chef de Médias France Intercontinents (RFI), Thierry Perret fait ce même constat de faible structuration de la profession de journaliste en se penchant sur la situation prévalant au Mali, pays a priori moins bien doté que ses voisins et, en particulier, que la Côte d’Ivoire. Là comme ailleurs, les publications issues de la vague de démocratisation ont une assise financière très fragile, ce qui a une incidence néfaste sur le statut de journalistes dont la grande majorité ne subsiste qu’en recourant à d’autres expédients. Même si cette activité continue à jouir d’une plus-value symbolique sociale non négligeable, il n’en reste pas moins que la précarité demeure le maître-mot de la condition du journaliste malien. Thierry Perret parle ainsi de recul qualitatif par rapport à une situation antérieure où, même si le journaliste-fonctionnaire se voyait cantonné au rôle de “soldat du développement”, la carrière était davantage balisée, offrant des passerelles intéressantes vers d’autres

secteurs de l'administration ou des possibilités réelles de formation. Au contraire, l'inflation de nouveaux titres et des radios privées au cours du milieu des années 1990 va se traduire par un besoin accru en personnels, les nouveaux venus étant le plus souvent formés "sur le tas", "à la vavite", participant un peu plus à la dégradation de l'image de marque de la profession. Conséquence : le journalisme n'est pas une profession où l'on s'éternise, l'instabilité chronique du métier étant sans aucun doute, conclut l'auteur, le principal obstacle à l'implantation d'un plus grand professionnalisme et au respect des règles déontologiques qui l'accompagnent nécessairement.

L'impact des NTIC sur le paysage médiatique et politique

Confrontés à de redoutables difficultés pour leur survie quotidienne, les médias africains doivent parallèlement faire face à de formidables défis, avec l'introduction des nouvelles technologies de l'information et de la communication, dont l'appropriation progressive se traduit par un bouleversement des pratiques des professionnels. Pour ne prendre que l'exemple de l'Internet, la recherche et la collecte d'informations, les communications, la diffusion des nouvelles s'en trouvent en théorie aujourd'hui grandement facilitées. Se comptant sur les doigts d'une main il y a encore deux ou trois ans, les journaux et radios "en ligne" sont de plus en plus nombreux sur tout le continent. La maîtrise et l'utilisation de cet outil nécessitant à la fois investissements et savoir-faire, il est certain que tous les médias ne pourront pas en bénéficier – au risque de voir se creuser des inégalités déjà présentes.

Comment faire, par ailleurs, pour que le public de lecteurs et d'auditeurs ait accès à ces productions en ligne étant donné le coût élevé des communications téléphoniques, la faiblesse du nombre des lignes disponibles, l'insuffisance du matériel nécessaire qui s'explique avant tout par son prix élevé, eu égard au niveau de vie moyen dans ces pays ? Comment, en d'autres termes, réduire les risques de fracture numérique en garantissant un accès le plus large possible à la Toile ? Pour ce qui nous concerne, nous avons voulu montrer en quoi les médias, appuyés par ces NTIC, ont joué un rôle essentiel dans la démocratisation des sociétés africaines. Dans un contexte de révolution communicationnelle globale, l'Afrique s'est en effet ouverte à la libre circulation des informations et des idées, assimilant de façon accélérée un environnement technique nouveau, de plus en plus complexe et sur lequel les autorités politiques ont de moins en moins d'emprise. D'importants changements politiques

sont intervenus parce que ces NTIC ont favorisé une liberté d'expression inédite : via de nouveaux procédés d'échange et de circulation du flux des informations, ce sont de nouvelles opportunités pour la presse et la radio qui s'ouvrent alors. Il apparaît bien que les changements politiques et médiatiques que connaît l'Afrique depuis une dizaine d'années sont intimement liés, la revendication de la liberté d'expression et de presse allant de pair avec celle des libertés civiles et politiques. Exemples à l'appui, nous avons tenté de montrer que la revendication des attributs de la démocratie libérale par les populations africaines doit beaucoup à la puissance des techniques d'information et de communication, originaires de l'Occident – à l'instar du système politique pris pour modèle, que se sont réappropriés les médias africains...

Théophile Vittin, chercheur d'origine béninoise, s'intéresse pour sa part aux modalités d'insertion de l'Afrique dans l'univers global de la communication et de l'information, soulignant les risques de développement des inégalités et de dépendance accrue qui en résultent. De très fortes disparités existent ainsi entre pays : l'Afrique du Sud, où le développement et l'appropriation des NTIC avancent à grand pas, est par exemple à des années lumières d'un pays comme le Tchad. On retrouve ces écarts au niveau régional : si l'on s'en tient à l'aire francophone, l'Afrique de l'Ouest possède ainsi une bonne longueur d'avance sur l'Afrique centrale. Mais pour Théophile Vittin, ce sont bien les inégalités au sein de chaque État qui sont les plus criantes et les plus lourdes de dangers, que l'on considère les déséquilibres existant entre les différentes régions en termes d'infrastructures, le fossé entre les centres urbains et les zones rurales, l'abîme entre analphabètes et érudits, etc. Les nouvelles inégalités générées par les NTIC ont pour effet de scinder ces sociétés entre, d'un côté, une frange privilégiée et minoritaire de la population tournée vers l'usage des médias étrangers et intensif d'Internet et, de l'autre, la masse des individus sous-informés ayant essentiellement accès à des médias locaux distillant des informations de proximité... Deux mondes parallèles existant sans se rencontrer, engendrant un fossé culturel croissant source potentielle de frustrations et d'exclusions, notamment parmi les professionnels.

Le point de vue défendu par Seydou Sissouma, responsable des pages Internet de l'édition du quotidien sénégalais *Le Soleil*, paraît plus optimiste pour ce qui a trait aux usages professionnels des NTIC. Le réseau Internet se développe en effet dans le secteur des médias tant comme outil de travail (collecte, échange d'informations, etc.) que comme espace de diffusion de leurs productions. Cette presse en ligne, souligne-t-il, est parvenue à acquérir une visibilité remarquable sur le réseau des réseaux,

contribuant pour une part essentielle à l'existence de contenus africains sur la Toile. C'est là un atout majeur pour des professionnels africains qui, jusqu'à hier, ne comptaient pas, ou très peu, dans la production d'informations sur le continent noir à l'échelle internationale : désormais les médias africains ont toute latitude pour faire connaître et circuler leurs propres analyses sur des problèmes qu'ils côtoient au quotidien. La réponse technique au déséquilibre de l'information sur l'Afrique existant dorénavant, le défi le plus important, prévient Seydou Sissouma, tient dans la production de contenus spécifiques au Net, qualitativement et quantitativement capables d'attirer un public beaucoup plus large que le simple lectorat national. L'espoir de rentabilisation de cette presse en ligne passe par cette exigence de qualité et d'originalité.

L'information rattrapée par la communication

L'une des conséquences des transformations politiques et médiatiques en cours depuis 10 ans aura été la place croissante occupée par la communication, entendue ici comme un processus destiné à promouvoir, à entretenir une image ou une représentation de la réalité en contrepartie de rémunération ou d'avantages attendus. Peu importe ici que cela corresponde ou non à la réalité (il n'y a pas d'action de vérification), le but recherché est de "faire croire" ou de "faire adhérer" moyennant gratifications. En Afrique comme ailleurs, le développement de la communication se fait souvent au détriment de la qualité de l'information.

Christophe Champin, journaliste à Radio France Internationale (RFI), a enquêté sur le florissant marché de la communication politique en Afrique francophone, où les chefs d'État faisant appel à des "faiseurs d'images" sont de plus en plus nombreux – que ce soit à l'occasion de joutes électorales ou dans l'intention de donner d'eux, à l'extérieur, une image flatteuse pour, par exemple, séduire des bailleurs de fonds particulièrement sollicités sur le continent et donc de plus en plus regardants... Les médias, essentiellement occidentaux, sont ainsi instrumentalisés par quelques professionnels français de la communication : ces derniers profitent du manque d'intérêt des rédactions des journaux du Nord pour un continent déjà marginalisé dans la couverture de l'actualité internationale, et de l'absence cruelle de moyens au sein des entreprises de presse africaines (incapables d'envoyer leurs journalistes à l'extérieur), pour organiser des voyages de presse dont ils escomptent des dividendes en retour... De tels procédés, conclut l'auteur, se faisant bien évidemment en violation de l'attitude de neutralité qui doit être celle de tout professionnel qui se respecte.

Les médias ont aussi, pour certains, une part de responsabilité directe dans ce processus où l'on voit l'information s'effacer au profit de la communication marchande : Igor Ledit, doctorant-chercheur, entreprend ainsi de montrer que la vérification de l'information – pourtant règle de base du métier de journaliste – est souvent négligée au profit du sensationnel et du scoop qui font vendre. Peu importe si ceux-là sont inexacts, attentent à la vie privée des individus ou revêtent un caractère diffamatoire. Ce phénomène, favorisé il est vrai par les difficultés d'accès à l'information, trouve particulièrement à s'exprimer dans l'exploitation des rumeurs, qui constituent un fonds de commerce inépuisable pour certains médias africains. C'est précisément le rôle joué par ces journaux et ces radios dans la propagation de la rumeur des « rétrécisseurs de sexes » – ayant causé mort d'hommes – qui est étudiée : l'auteur montre comment la presse, en validant l'information, a contribué à donner une forte dimension au phénomène d'hystérie collective accompagnant cette rumeur. Dans un tel contexte, les démentis apportés par des médias plus respectables des règles déontologiques resteront de peu d'effet... ■